HAL
open science

L'exemple des tiers-lieux du Bade-Wurtemberg : puissance publique à la manoeuvre ?

Gerhard Krauss

To cite this version:

Gerhard Krauss. L'exemple des tiers-lieux du Bade-Wurtemberg : puissance publique à la manoeuvre ?. 58ème colloque ASRDLF: Transitions, gouvernance territoriale et solidarités, Jun 2022, Rennes, France. halshs-03763712

HAL Id: halshs-03763712

https://shs.hal.science/halshs-03763712v1

Submitted on 29 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'exemple des tiers-lieux du Bade-Wurtemberg : puissance publique à la manœuvre ?

The example of the third places in Baden-Württemberg: Public policy at work?

Gerhard KRAUSS
Université Rennes 2
ESO-Rennes UMR 6590
gerhard.krauss@univ-rennes2.fr

Mots-clés

Environnement institutionnel ; espace de coworking ; innovation sociale ; puissance publique ; trajectoires sociales.

Keywords

Coworking space; institutional environment; public policy; social innovation; social trajectories.

Classification JEL : R58, R11, O35, O25, O38

Résumé

Cette communication examinera le rôle des pouvoirs publics dans le développement des tiers-lieux, plus précisément des espaces de coworking, dans une région prospère, marquée par ses succès dans les domaines des technologies avancées. Elle s'appuiera sur un cas d'étude dans le Bade-Wurtemberg, région du sud-ouest de l'Allemagne qui se caractérise par un environnement institutionnel riche et orienté vers la technologie. Cette orientation se retrouve également dans la conception de la plupart des mesures de soutien en faveur des espaces de coworking (ECW). Les ECW s'y sont développés tardivement mais se sont cependant multipliés au cours des dernières années, souvent sur initiative privée, en lien étroit avec le profil sociologique et la trajectoire sociale de leurs fondateurs.

Abstract

This paper examines the role of public authorities in the development of third places, more specifically coworking spaces, in a prosperous region, marked by its success in the fields of advanced technologies. It is based on a case study in Baden-Württemberg, a region in southwestern Germany characterized by a rich and technology-oriented institutional

environment. This orientation is also reflected in the design of most support measures for coworking spaces (CWS). Coworking spaces developed late but have nevertheless multiplied in recent years, often on private initiative, in close connection with the sociological profile and social trajectory of their founders.

Points clés

- Nous examinons le rôle des pouvoirs publics dans l'émergence et le développement des tiers-lieux au sein d'une région prospère.
- L'environnement institutionnel régional oriente les efforts collectifs prioritairement vers les sentiers éprouvés par le passé.
- Les tiers-lieux, et en particulier les ECW, s'y sont développés tardivement, à la marge du système de production régional.
- Les ECW sont majoritairement issus d'initiatives individuelles, en lien avec la trajectoire sociale des fondateurs
- On observe une évolution rapide du nombre d'initiatives et des mesures de soutien qui restent cependant prisonnières du cadre institutionnel.

-1-

Introduction

La multiplication des tiers-lieux a connu une accélération exponentielle ces dernières années. Ce processus fait partie des transformations majeures des sociétés contemporaines. La notion de tiers-lieu a été introduite en sociologie urbaine pour rendre compte du rôle important que jouent des lieux de sociabilité « tiers » dans les sociétés développées modernes (Oldenburg, 1989). La société de consommation de masse du XXème siècle a entraîné l'augmentation de la part des actifs habitant hors des centres urbains et des navetteurs quotidiens parcourant des distances toujours plus importantes entre leurs lieux de vie et de travail. Une lacune majeure de ce modèle de vie et de travail « classique » était le manque d'espaces de sociabilité, à la fois non intéressés (hors les murs de l'entreprise) et non complètement privés (hors les murs de la maison). La hausse des migrations alternantes est aujourd'hui remise en question aussi en raison de son impact écologique. Les tiers-lieux semblent offrir des réponses intéressantes à ces problèmes.

La notion de « tiers-lieux » couvre un champ de phénomènes variés, tels les espaces de travail collaboratifs (« coworking spaces »), les fablabs, ou encore les « hackerspaces » (Burret, 2013 : 89), pour ne citer que leurs formes les plus courantes. Si le terme est aujourd'hui associé au nom de Ray Oldenburg, la découverte de l'importance des lieux de sociabilité dans les domaines économique et politique n'est cependant pas toute récente. Il faut rappeler que l'étude des formes de sociabilité a parfois fait l'objet de recherches anciennes dans des disciplines comme l'histoire ou la sociologie[1]. Pour le sociologue allemand Georg Simmel, par exemple, la sociabilité (*« Geselligkeit »*) participe à la construction des phénomènes sociaux via les actions réciproques des individus. Alors que le concept de sociabilité sera finalement peu mobilisé par les sociologues (Glinoer et Laisney, 2015), l'idée que la société est composée d'individus interdépendants qui se servent de leurs ressources sociales dans la poursuite de leurs objectifs est bien présente dans diverses analyses sociologiques menées dans des domaines très différents. Par exemple, on sait aujourd'hui que les acteurs économiques se servent abondamment de leurs réseaux personnels pour réussir dans la vie économique.[2]

On comprend facilement l'importance de la sociabilité dans ce cadre. Les tiers-lieux englobent à cet égard au moins deux principales dimensions sociales. Premièrement, ils permettent de tisser des relations sociales dans un cadre neutre et décontracté, en principe désintéressé, tout en favorisant l'intégration de l'individu, parfois dans une *communauté de pratiques* (Scaillerez et Tremblay, 2019). Deuxièmement, ils permettent à l'individu de protéger sa sphère privée contre le risque de débordement de ses activités publiques et/ou

[1] Pour l'histoire, voir par exemple Agulhon (1966) et plus récemment Capdeville et Kerhervé (2019). Pour la sociologie, on peut rappeler que la sociabilité est une notion qui intéresse très tôt certains pères fondateurs. Par exemple, Georg Simmel y consacre un chapitre (chapitre 3 : « Die Geselligkeit ») de son ouvrage « Grundfragen der Soziologie » dont la première édition avait été publiée en 1917 (Simmel, 1981).

[2] Pour le cas des créateurs d'entreprise, voir Grossetti et Barthe (2008). Inversement, le manque de réseau peut mener à l'échec de l'action économique (Krauss, 2009 ; 2016).

professionnelles. Ce dernier aspect semble essentiel pour les usagers des espaces de coworking.

Une particularité des tiers-lieux modernes comparés à leurs ancêtres est en principe leur plus grande ouverture et capacité inclusive (à l'inverse par exemple, des clubs ; sur les clubs voir, par exemple : Capdeville, 2019). En effet, leur fréquentation s'est considérablement démocratisée au cours des années. Ceci se manifeste notamment à travers la forte augmentation du nombre de tiers-lieux et leur diffusion au sein de la société. Et la deuxième particularité des tiers-lieux d'aujourd'hui est certainement le fait qu'ils se revendiquent ouvertement comme tels, comme *tiers-lieux*, en mettant en avant les dimensions citoyenne et sociétale de leur approche.

Nous nous concentrerons dans ce qui suit sur les espaces de coworking. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la collaboration professionnelle entre coworkers fréquentant un même espace ne se fait pas toute seul. Elle reste généralement même limitée et ponctuelle (Arvidsson, 2018 : 293). En effet, les coworkers confirmés s'appuient souvent sur leur réseau personnel pour l'essentiel déjà constitué et qu'ils ne partagent pas facilement (Krauss, 2019a). Les échanges se cantonnent à partager des connaissances transversales et informelles. Selon Gandini (2015 : 195), deux conceptions du coworking sont à distinguer : d'un côté, le *coworking* des individus qui partagent juste un environnement de travail (le cas le plus courant) et, de l'autre, le *co-working* (avec trait d'union) de ceux qui sont engagés dans une vraie collaboration professionnelle avec d'autres coworkers.

L'espace de coworking se distingue des autres types de tiers-lieu par quelques caractéristiques spécifiques. Premièrement, si le lieu à première vue paraît neutre – ni maison, ni bureau classique à l'intérieur des murs d'un patron – le coworking renvoie quand même au travail, à une activité professionnelle organisée. Deuxièmement, l'usage des technologies numériques (ordinateur, internet, communications virtuelles) y est omniprésent, augmentant considérablement les capacités d'auto-organisation des coworkers. Troisièmement, sa connexion avec le monde du travail rend l'espace de coworking potentiellement intéressant pour la puissance publique, notamment dans des périodes de transition ou de crise économique. Enfin, la composition sociale interne de l'ECW, ainsi que l'évolution éventuelle de celle-ci, peuvent avoir un impact décisif sur les rapports avec la puissance publique. La genèse historique des ECW avait été rendue possible par des communautés où différentes cultures se croisaient (la culture des passionnés d'informatique, des start-uppers, des entrepreneurs, la culture de partage, la contre-culture libertaire et contestataire, etc.). Des vestiges de cet héritage sont encore présents dans bon nombre d'ECW. Tant qu'une partie des coworkers reste attachée à sa liberté (de s'organiser, de refuser les hiérarchies, de réaliser ses plans de vie), ainsi qu'à son indépendance vis-à-vis de toute autorité publique, l'implication de la puissance publique peut s'avérer délicate. En effet, les coworkers les plus créatifs aux profils et parcours atypiques pourraient craindre une récupération par les pouvoirs publics, les conduisant à quitter l'espace pour continuer leur activité dans des lieux moins convenus. Or, des signes d'une transformation des espaces de coworking sont déjà visibles avec l'émergence de formes plus commerciales, mais aussi plus professionnalisées, s'éloignant de la philosophie de partage désintéressé initiale.

Pour étudier le rôle des pouvoirs publics dans le processus de diffusion des espaces de coworking, nous avons choisi comme terrain le Land du Bade-Wurtemberg en Allemagne,

une région se distinguant par la richesse de son économie et de ses institutions[3].

Nous allons d'abord présenter les éléments caractéristiques du système institutionnel régional et notamment la part que prend la puissance publique dans ce cadre. Nous essayerons ensuite de comprendre quelles positions les espaces de coworking peuvent occuper dans ce système. Enfin, nous nous intéresserons aux politiques économiques menées ces dernières années dans cette région en faveur des espaces de coworking. Notre objectif est de démontrer le poids des institutions sociales dans divers domaines, par exemple dans le choix des politiques économiques et d'innovation, mais aussi dans le choix des cibles prioritaires et des méthodes.

-2-

L'environnement institutionnel du Land de Bade-Wurtemberg

Le territoire (le « Land ») de Bade-Wurtemberg se trouve dans le sud-ouest de l'Allemagne, partageant ses frontières avec la France (Alsace) et la Suisse. Ce Land est né au début des années 1950 par la fusion du Wurtemberg-Bade, du Wurtemberg-Hohenzollern et du Bade. Nous allons d'abord présenter brièvement les principales caractéristiques de l'économie régionale (son histoire, sa densité démographique, ses performances économiques). Par la suite, nous sélectionnerons deux domaines de son environnement institutionnel que nous examinerons plus en détail, à savoir ses institutions en matière de recherche et développement et ses politiques industrielles.

2.1. Les particularités de l'économie régionale

Le Bade-Wurtemberg a une densité démographique élevée (311 habitants par km^2 au 31.12.2020), presque le triple de la moyenne française et bien au-dessus de la moyenne allemande (233 hab./km^2). La moitié de ses arrondissements (*Kreise*) (22 sur 44) se situe au-dessus de sa densité démographique moyenne, dont ceux de la capitale Stuttgart (3.067 hab./km^2 en 2019) ainsi que les métropoles de Mannheim (2.143 hab./km^{2}en 2019) et de Karlsruhe (1.799 hab./km^2 en 2019)[4]. Les territoires les moins denses ont une part importante de surfaces agricoles ou forestières, la densité la moins élevée descendant jusqu'à 102 hab./km^2 dans certains arrondissements, voire 20 hab./km^2 pour certaines petites communes isolées. Ainsi, la région se caractérise globalement par une densité démographique élevée. Sa population a constamment augmenté depuis 1945 grâce notamment à l'accueil après-guerre de réfugiés des anciens territoires de l'Est.

La région se démarque par sa puissance économique et sa prospérité. En 2021, le PIB s'élevait à 536 milliards d'euros (48 247€ par habitant)[5]. La région est ainsi plus riche que la Suède (PIB de 530 milliards € en 2021), mais aussi l'Autriche (PIB 2021 : 403 milliards €), Israël (PIB 2021 : 407 milliards €) ou encore la Norvège (PIB 2021 : 408 milliards €). Elle hébergeait en 2019 au

[3] Nous utilisons le concept d'institution dans sa signification sociologique du terme qui renvoie aux usages établis de la vie collective.
[4] Source : https://de.statista.com
[5] Source : https://www.statistik-bw.de (page sur le PIB).

total 484 758 entreprises[6], en très grande majorité de petite taille (87,4% comptent moins de 10 salariés, 97,3% moins de 50 et 99,5% moins de 250), seules 0,5% ayant 250 employés et plus.

Les points forts de l'économie régionale se trouvent traditionnellement dans les secteurs industriels à moyenne-haute technologie, tels l'automobile, la construction mécanique et l'électrotechnique. Ces secteurs ont contribué aux grands succès économiques de la région dans le passé, avec des entreprises connues pour leurs produits de qualité à l'échelle mondiale. A part les grandes entreprises connues (telles *Bosch*, *Daimler/Mercedes*, *Kärcher*, *Stihl*, *Bauknecht*, etc.), dont beaucoup étaient au départ des PME familiales, il y a de nombreuses entreprises restées moyennes et petites (également souvent « familiales ») qui sont leader mondial dans leur niche de marché respectif (*« hidden champions »*). Le poids de l'industrie est resté important jusqu'à aujourd'hui : sa part dans le PIB régional en 2019 s'élève à plus du tiers[7]. Les entreprises de construction mécanique à elles seules fournissent environ un quart des emplois régionaux en 2021, suivies de celles du secteur automobile (environ 17% des emplois régionaux)[8]. Une grande partie de la prospérité de cette région s'explique par les succès d'exportation, son taux s'élevant à 41,4% en 2021[9]. Cette dépendance aux exportations rend l'économie régionale particulièrement sensible aux évolutions des marchés mondiaux : si en période de croissance le PIB augmente généralement plus fortement qu'au niveau national, en période de crise il recule également plus fortement (ce qui était le cas, par exemple, lors des récessions de 1992/93, 2002, 2009, ou encore pendant la crise sanitaire 2020 quand le PIB régional a reculé de moins 5,4%)[10].

2.2. Quelques composantes fondamentales de l'environnement institutionnel

Comme déjà décrit ailleurs (Krauss, 2019a, 2019b, 1999 ; Krauss et Heidenreich, 2004), l'économie régionale peut s'appuyer sur un environnement institutionnel assez riche et dense. Rappelons que le concept sociologique d'institution a une signification plus large que ce même terme dans le langage courant, couvrant non seulement les règles, les lois et les organisations formelles, mais également les règles, les valeurs et les normes informelles véhiculées dans la vie quotidienne. Les institutions sont créées collectivement ayant comme vocation à réguler la vie collective. Elles ont une histoire, transmettent des savoirs et peuvent évoluer suivant les actions collectives. Elles « déchargent » (Arnold Gehlen) l'individu : elles guident son action en réduisant le nombre d'alternatives imaginables. Elles donnent une stabilité et régularité à la vie quotidienne avec objectif de la faciliter et la rendre plus agréable. Mais le non-respect d'une institution peut être sanctionnée. En règle générale, les acteurs prennent les institutions comme allant de soi, sans les remettre en question. Celles-ci ont un caractère contraignant, certes, mais la contrainte n'est souvent pas perçue par les individus ayant grandi avec elles, car elles sont reconnues comme légitimes par le groupe et façonnent la pensée et la perception de ses membres.

Dans le cas du Bade-Wurtemberg, l'environnement institutionnel qui s'est constitué au cours de l'histoire joue un rôle central pour l'économie régionale. Comme évoqué, il ne se limite pas à sa dimension formelle (existence d'une infrastructure matérielle avec des organisations spécifiques), mais inclut aussi des connaissances implicites et une dimension informelle présentes dans les pratiques, les interactions, les réseautages, les communications, les discours, les pensées

[6] Source : https://www.statistik-bw.de (page sur le registre des entreprises).
[7] Source : https://www.baden-wuerttemberg.de (page des données économiques de la région)
[8] Source : https://www.statistik-bw.de/Industrie/Struktur/Branchenstruktur.jsp
[9] Source : https://www.statistik-bw.de (page des données sur les exportations)
[10] Source : https://www.statistik-bw.de (page des données sur les taux de croissance économique)

et les approches cognitives des acteurs.

Nous avons donné une vue d'ensemble des différentes dimensions institutionnelles de cette région dans d'autres publications (Heidenreich et Krauss, 2004). Ici, nous nous limiterons à seulement deux d'entre elles dont l'étude nous paraît particulièrement utile pour comprendre la position particulière des ECW dans ce système régional : les institutions en matière de recherche et développement, d'un côté, et les politiques industrielles menées par le gouvernement régional (du Land), de l'autre.

Concernant le premier point, la région se démarque de la grande majorité des autres régions, voire de la plupart des pays, par un très riche environnement institutionnel en matière de recherche et développement. L'effort de recherche et développement (intensité de R&D) s'élevait à 5,8% du PIB régional en 2019, la région ainsi occupant dans ce domaine une place de premier plan au niveau international. Traditionnellement, les efforts de R&D sont concentrés dans le secteur des entreprises qui montre à lui seul une intensité de R&D de 4,8%[11]. La région a développé au cours de son histoire une forte culture de R&D dans le secteur des entreprises, s'appuyant à la fois sur les recherches organisées dans les centres de R&D des grandes entreprises, les différentes activités de transfert des connaissances technologiques (coopérations entreprises-universités, réseau de transfert des technologies vers les PME, etc.) et les activités privées de nombreux inventeurs de la région. Le nombre très élevé de brevets enregistrés chaque année reflète bien l'innovation caractéristique de cette région qui, dans ce domaine occupe, là aussi, la première place parmi les Länder allemands (13 570 brevets en 2021, soit 34,1% du total national). Ces activités de recherche sont orientées par les institutions vers les besoins des entreprises.

La politique industrielle et les différents programmes de soutien mis en place par le gouvernement régional font également partie du paysage institutionnel de la région. En effet, le gouvernement régional a traditionnellement mené des politiques assez actives pour soutenir l'économie régionale et pour mieux fédérer les efforts de ses différents acteurs. Les entreprises, en particulier les PME, peuvent compter sur un réseau extrêmement dense de points de contact dans la région pour le transfert de technologie, mais également pour toute question concernant l'innovation technologique et les divers programmes d'aide (aux niveaux régional, national, européen). Les centres de transfert de technologie *Steinbeis* existent auprès de la plupart des *Universités de Sciences Appliquées* (leur berceau historique), des *Universités d'État coopératives du Bade-Wurtemberg (Université de formation en alternance*), mais aussi auprès des universités, voire en dehors des établissements académiques et de recherche (une évolution plus récente). Depuis 1990, la région dispose d'un *Centre européen Steinbeis* et d'un *délégué des affaires européennes,* ciblant avec ses offres de conseil les PME qui, contrairement aux grandes entreprises, n'avaient pas ou que très peu recours aux programmes de soutien européens (en raison de la complexité des procédures de candidature).

Depuis les années 1990, en particulier après la crise 1992/93 qui avait entraîné une contraction significative du PIB régional et une forte augmentation du chômage dans la région, surtout dans les industries manufacturières au cœur de l'économie régionale (Krauss, 1999), la question s'est posée de la nécessité d'ouvrir de nouveaux secteurs d'avenir pour l'économie régionale, en dehors des sentiers technologiques éprouvés par le passé. Le gouvernement régional a par la suite été très actif à cet égard, en mettant en place de nouvelles initiatives dans divers domaines. Ces initiatives visaient prioritairement le développement de champs technologiques prometteurs en raison de

[11] Source : https://www.statistik-bw.de (communiqué de presse n° 186/2021 du 14.07.2021)

leurs connexions possibles avec les forces existantes de la région. Parmi les domaines soutenus en priorité, on peut citer la mobilité durable, les technologies de l'environnement, les énergies renouvelables, ou encore les technologies de l'information et de la communication. Les domaines de la mobilité électrique ou de la pile à combustible attiraient une attention particulière dans ce contexte, car ouvrant de nouvelles perspectives d'avenir à l'industrie automobile qui représente l'un des piliers majeurs de l'économie régionale. Les grands constructeurs s'y sont cependant lancés tardivement, en continuant à miser en parallèle sur des technologies éprouvées et sur des innovations d'amélioration. En 2000, le Land a créé la *Fondation Bade-Wurtemberg* ayant comme mission de renforcer la durabilité du Land en préparant son avenir. Le gouvernement a en outre lancé plusieurs programmes *initiatives pour le futur*, visant entre autres la promotion des créations d'entreprises, des projets médiatiques, des bioparcs, ou encore des nouveaux centres de transfert technologique Steinbeis, pour en citer quelques-uns. Une des priorités de la politique industrielle du gouvernement régional était le développement ciblé de la biotechnologie dans 5 *bio-régions* différentes du Bade-Wurtemberg en y associant les institutions existantes. Pour résumer, ces différentes initiatives étaient plutôt axées sur la technologie.

-3-

Les espaces de coworking dans le Bade-Wurtemberg

Dans cette partie, nous nous intéresserons à la place des espaces de coworking dans l'écosystème régional. Cette partie se divisera en deux sous-parties : dans un premier temps, nous examinerons la position particulière de ces espaces dans le système de production et d'innovation régional. Nous étudierons la genèse de quelques espaces sélectionnés en étant particulièrement attentif aux trajectoires sociales, professionnelles et géographiques de leurs fondateurs, ainsi qu'à l'insertion locale et aux relations de ces derniers avec les autorités locales. Dans un second temps, nous examinerons les politiques menées au niveau du Land concernant les espaces de coworking. Nous souhaiterions comprendre l'attitude du gouvernement du Land vis-à-vis du coworking, ainsi que le rôle qu'il accorde aux espaces de coworking dans le cadre de ses politiques économique et industrielle.

3.1. L'émergence des espaces de coworking dans l'écosystème régional

Rappelons d'abord que le phénomène du coworking représente une nouvelle tendance sociétale qui a connu une forte évolution depuis le milieu des années 2000. Ceci est vrai à l'échelle internationale, mais également à des niveaux inférieurs, dans les territoires.

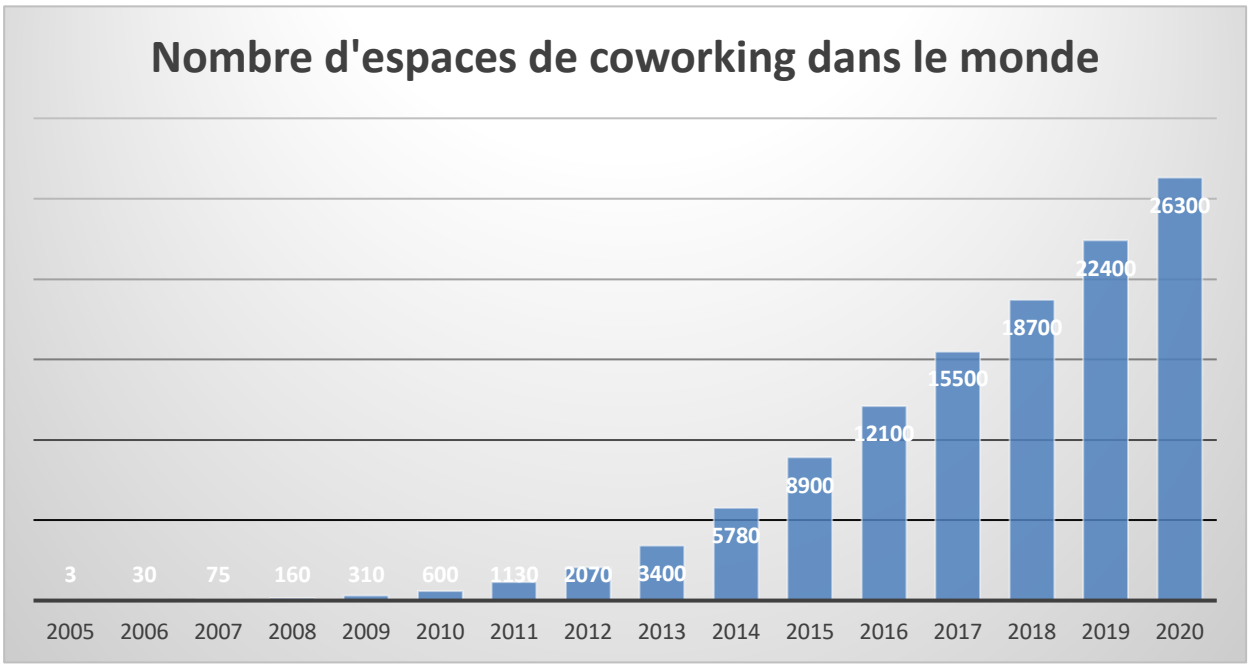

Figure 1 : Nombre d'espaces de coworking dans le monde. *Source : Statista 2022*

Après l'apparition des premiers espaces de coworking, le modèle a essaimé rapidement, d'abord vers les autres métropoles mondiales puis vers les villes moyennes et petites, voire vers les zones rurales. Aujourd'hui, ce phénomène dépasse largement le milieu urbain et irrigue la société, en dehors des métropoles, jusque dans des territoires reculés.

Lorsque nous avons consulté, en mai 2018, la carte des espaces de coworking du Bade-Wurtemberg, seuls 14 espaces étaient répertoriés (Krauss, 2019 : 26) – un chiffre particulièrement bas pour un territoire comptant 11,1 millions d'habitants. Cette situation a considérablement évolué entre-temps. Selon le portail de recherche « coworking-spaces.info », le Land de Bade-Wurtemberg compte aujourd'hui 81 espaces de coworking[12]. Ce chiffre est similaire à celui donné par un autre portail qui indique 87 espaces de coworking en Bade-Wurtemberg à ce jour[13]. Néanmoins, en comparaison de l'ampleur du coworking dans d'autres régions, comme par exemple en Bretagne (une soixantaine d'ECW existants plus d'autres en projet[14]) et qui est une région bien moins peuplée (3,37 millions d'habitants) avec un PIB régional cinq fois moins important, le nombre d'espaces de coworking dans le Bade-Wurtemberg paraît plutôt faible encore aujourd'hui[15].

Quoi qu'il en soit, la région du Bade-Wurtemberg semble être dans la tendance générale de la diffusion du coworking. Mais son retard initial nous interroge sur les difficultés encourues par les espaces de coworking pour se faire leur place dans le paysage institutionnel régional.

Pour étudier cette question plus en profondeur, nous nous intéresserons à trois espaces de coworking que nous avons étudiés dans le cadre d'un projet de recherche financé par l'ANR[16]. Ces trois espaces ont été visités en 2019 avant la crise sanitaire. Au total, une vingtaine d'interviews semi-directives ont pu être réalisées, notamment avec les fondateurs de chaque espace. Dans l'un des cas, nous avons en outre interrogé les membres de l'équipe de gestion et d'animation à qui le fondateur avait entre-temps cédé la gestion opérationnelle de son espace (celui-ci devenant simple usager coworker par la suite). Les interviews restantes ont été réalisées avec des usagers (coworkers).[17] Enfin, une mise à jour des informations a été réalisée à distance (par visioconférence) en mai 2021.

Les trois espaces se situent hors métropole, dans des villes moyennes (d'environ 30.000 habitants) et dans une petite commune (7.700 habitants). Deux d'entre eux se trouvent dans des zones touristiques, d'une densité démographique élevée, avec beaucoup de résidences secondaires, beaucoup de retraités et un chômage très bas.

L'espace de coworking localisé dans la petite commune est issu d'une initiative exclusivement

---

[12] Le nombre réel d'ECW peut être plus élevé, car leur mention dans le portail (gratuite) nécessite une demande explicite de la part des responsables d'espace de coworking. Le portail est issu d'une initiative individuelle privée « pour aider les gens à trouver l'endroit idéal pour travailler » (autoprésentation du portail) et pour permettre aux espaces d'être repérés « dans toute l'Europe » (ibid.).

[13] Source : https://coworkingmap.de

[14] Source : https://cartographie.francetierslieux.fr/

[15] On pourrait se demander si le nombre de créations d'espaces de coworking n'est pas corrélé négativement à la richesse économique et non-économique d'un territoire. Selon certains chercheurs, « la dynamique fondatrice des TL est d'autant plus forte que le territoire est sous-équipé et fragile » (Baudelle *et al.*, 2021). Des signes de cette possible corrélation négative ont par ailleurs été observés également au niveau des quartiers urbains. Ainsi, Priscilla Ananian constate que « plus le quartier d'innovation est consolidé, moins d'espaces de coworking sont présents ; alors que les secteurs en transition qui se trouvent en processus de planification urbaine concentrent davantage de tiers-lieux » (Ananian, 2019 : 135).

[16] Projet de recherche ANR PERI#WORK (ANR-18-CE22-0010-01), en cours depuis le 1.10.2018 jusqu'au 30.06.2023.

[17] Dans deux cas, des personnes dans le « voisinage » professionnel (un micro-entrepreneur ayant son bureau à proximité d'un ECW) ou politico-administratif (une chargée de développement de la ville) ont également pu être interrogées. En outre, nous avons pu assister à une réunion électorale (juste avant les élections communales) et échanger avec les candidats des différentes listes pour connaître leur attitude vis-à-vis du thème du coworking.

privée. La municipalité n'a pas été impliquée, voire a pris ses distances au départ par rapport au projet. Pire encore, la plupart des élus locaux semblait même ignorer l'existence de l'espace de coworking dans leur commune[18]. Sa création est étroitement liée au parcours du fondateur. Celui-ci occupait d'abord dans un petit bureau dans le même bâtiment où il a fait connaissance de son futur colocataire principal. Au départ, il voulait juste disposer d'un bureau partagé, mais à partir du moment où il y a eu un turnover un peu plus important, l'idée est née de pratiquer du coworking, sans but lucratif. L'espace peut accueillir 6 coworkers (en plus du fondateur), dont seulement deux places étaient utilisées de façon pérenne au moment de notre visite, les quatre autres étant louées pour une durée déterminée à un grand groupe industriel local pour ses collaborateurs, mais de fait rarement utilisées.

Le fondateur, la quarantaine, est originaire du nord de l'Allemagne et marié (avec un fils adolescent). Il s'est installé dans la région pour suivre sa femme qui en est originaire. Il a fait des études d'économie (restées inachevées) et s'est reconverti de façon autodidacte vers le design des pages Web. Le ménage a d'abord vécu quatre ans à Berlin avant de fonder une famille. C'est à partir de ce moment qu'il a décidé de quitter la grande ville pour s'installer près de la nature, près des beaux-parents de l'épouse. Le point décisif était l'envie d'avoir des enfants. Le fondateur n'était pas lié à un endroit particulier, n'ayant besoin que d'un ordinateur et d'une bonne connexion Internet. Il pouvait donc déménager son activité partout où il le voulait. Un facteur supplémentaire était que les beaux-parents disposaient d'un terrain et de deux maisons. Il a pu acquérir l'une d'elles, ce qui a grandement facilité leur installation. Sur le plan professionnel, il cherchait un endroit pour travailler et a mis plusieurs années avant de trouver le concept le plus favorable à ses yeux qui s'est avéré être celui du coworking, combinant temps de travail flexible et séparation entre sphère professionnelle et privée.

L'installation dans la région d'un des autres usagers de l'espace a également été motivée par des raisons personnelles. Il s'agit d'un salarié très qualifié et expérimenté familier des entreprises et des startups, avec une expérience internationale (des mobilités effectuées en Chine et au Canada ainsi que dans différentes grandes métropoles). Son employeur étant une entreprise décentralisée, il pouvait travailler à distance. Trentenaire, marié et père de deux filles en bas âge, il est venu s'installer dans la région également par sa femme qui en était originaire. Le couple a acquis une maison avec jardin dans la banlieue de la ville moyenne. Tous leurs réseaux d'interconnaissance s'y trouvent.

C'est donc un cas de figure un peu similaire à celui du fondateur de l'espace.

Pour tous, la bonne qualité de la connexion Internet a été un critère décisif. Celle-ci avait été considérée par le fondateur comme relativement bonne pour une zone rurale (entre 100 et 200 MB/s), alors que le territoire environnant, voire la ville moyenne la plus proche semblaient souffrir d'une mauvaise qualité et d'une certaine instabilité du réseau.

Les deux autres espaces visités sont également de petite capacité (6 coworkers fixes plus 2 flexibles pour l'un, 15 utilisateurs dont 5 stables pour l'autre). L'un se trouve à une quarantaine de kilomètres d'une grande métropole, dans une ville moyenne de 32 000 habitants. Il s'agit d'une filiale d'un espace de coworking créé quelques années plus tôt dans cette grande métropole. L'espace se situe dans un quartier résidentiel, à une dizaine de minutes à pied du centre-ville et de la gare. L'autre est situé dans une zone touristique, à l'instar du premier espace visité, et est

[18] C'est ce que nos échanges avec les élus et les candidats à l'occasion d'une réunion électorale avaient révélé.

localisé dans une zone d'activité à la périphérie d'une ville moyenne de 31 000 habitants.

A l'origine de la création d'une filiale, la maison mère de l'ECW se situait dans la grande métropole. L'espace avait bénéficié quelques années plus tôt, et pendant une période transitoire, d'un soutien indirect de la municipalité sous la forme d'une mise à disposition à durée déterminée d'un espace de bureau au sein d'un bâtiment un peu délabré, avant le démarrage des travaux de démolition. Mais ce premier projet de coworking (*maison mère*) avait déjà longuement muri auparavant sans aucune intervention des autorités publiques. Le fondateur, après avoir travaillé pendant plus d'un an dans son *home office*, éprouvait le besoin de sortir de chez lui pour rompre son isolement. Dans cette perspective, il avait échangé sur les réseaux sociaux (via Internet) et trouvé des personnes intéressées par le concept du coworking. Il a communiqué en parallèle avec des amis travaillant en freelance. Les contacts se sont ainsi créés assez tôt et les échanges se sont prolongés physiquement lors de différents évènements de rencontre, en présence de développeurs de réseau avec lesquels il a pu exposer son idée. Une communauté de soutien comprenant de futurs utilisateurs potentiels s'est donc créée en amont, bien avant la fondation de l'espace de coworking[19]. Cette dynamique a permis de lancer le projet à deux, même si le partenaire s'est retiré au bout d'un certain temps. C'est très probablement grâce aux communications autour du projet que la ville s'y est intéressée. Son directeur de développement économique a proposé un soutien via la mise à disposition du bâtiment avant démolition, à des conditions avantageuses. L'aide fut donc temporaire pendant la phase de démarrage, avant que l'espace de coworking ne déménage ensuite dans un nouveau bâtiment, toujours dans la métropole.

Quelques années plus tard, la création de l'espace de coworking comme filiale de celui de la métropole a commencé d'une manière similaire, par une première opportunité immobilière dans la ville moyenne. Cette opportunité s'est vite avérée trop onéreuse et donc non rentable. Mais parmi les coworkers de la maison mère, certains résidaient déjà dans cette ville de sorte que le projet de création d'une filiale n'a pas été immédiatement abandonné. La médiation de la municipalité a permis de trouver d'autres espaces de bureau à louer à des conditions plus avantageuses. Le projet a ainsi finalement pu être réalisé.

Enfin, le troisième espace de coworking visité a la particularité de n'exister que de façon informelle. Le fondateur, ayant abandonné ses études de sciences sociales et appris l'informatique en autodidacte, avait créé une entreprise dans une grande métropole à l'étranger (un pays limitrophe) dans le domaine du Webdesign et du développement Web. Il y a d'abord utilisé un bureau partagé et par la suite un espace de coworking. Douze ans plus tard (dont deux passés avec sa famille en Amérique du Sud), il est retourné en Allemagne pour s'installer dans une petite ville située à une dizaine de kilomètres de la ville moyenne où se trouve aujourd'hui l'espace de coworking. Le choix de ce site a principalement été motivé par des considérations privées, directement liées au choix de l'école pour les enfants, outre l'envie de s'installer à la campagne. Les critères mobilisés ne laissaient que peu d'endroits possibles. En effet, le couple cherchait une école *Waldorf* à prix abordable. Or, en Allemagne les frais de scolarité de ces écoles privées sont bien moins élevés. Le ménage souhaitait en outre être près de la nature mais sans trop s'éloigner des moyens de communication pour se rendre facilement à l'étranger. Le fondateur a d'abord travaillé chez lui, en *home office*, pour fonder la filiale allemande de l'entreprise qu'il avait créée à l'étranger. Mais il s'est très vite rendu compte qu'il n'était pas possible de travailler à domicile

[19] La création d'une vraie communauté s'est par ailleurs révélée par la suite comme un grand atout dans le contexte de la crise sanitaire. En effet, pendant les périodes de confinement où l'utilisation de l'espace de coworking n'était plus possible en présentiel, certains utilisateurs continuaient à payer leur loyer pour contribuer à la survie de l'espace.

car comme les enfants étaient encore petits, il y avait trop de bruit et de distractions à la maison. Il a donc trouvé un espace à louer dans cette ville moyenne, en ayant déjà l'idée de partager l'espace sous forme de coworking, mais ceci de façon informelle, l'espace de coworking étant rattaché à son agence web. Au bout de quelques années, il a cédé la responsabilité de l'espace à un autre coworker.

3.2. Les politiques de soutien en faveur des espaces de coworking menées par le gouvernement régional

Ces quelques exemples de parcours de fondateurs et d'usagers d'espaces de coworking nous montrent le poids prépondérant des variables sociologiques liées au profil et à la trajectoire sociale des individus. Les espaces sont généralement issus d'initiatives de particuliers dont le parcours a obéi à des considérations d'ordre privé (projet de vie) autant que professionnel. Ils naissent le plus souvent d'un processus ascendant, autrement dit d'une communauté émergente ou d'un réseau préexistant, et d'une initiative privée.

Dans le contexte du Bade-Wurtemberg, les espaces de coworking ne semblent bénéficier que rarement d'un soutien des autorités locales qui, lorsqu'il se manifeste, reste ponctuel et limité. De plus, au niveau du Land où le gouvernement régional mène traditionnellement une politique industrielle assez active, les espaces de coworking ne semblent pas être une cible prioritaire ou spécifique. Leur promotion par les pouvoirs publics se fait plutôt par le biais de mesures indirectes, dans le cadre d'une politique industrielle et d'innovation plus globale.

Ainsi, les ECW apparaissent comme un élément parmi d'autres, par exemple pour développer la digitalisation de l'économie régionale. Depuis 2017, le Land mène une politique en faveur de centres de digitalisation (« digital hubs ») pensés comme de véritables « écosystèmes » pour les innovations numériques. Il s'agit de favoriser des coopérations autour de projets d'innovation numériques entre les PME, les startups, les laboratoires de recherche, les acteurs du transfert de technologie, les universités, les industries créatives, les unions patronales et syndicales, les business angels, les intermédiaires de l'innovation et les développeurs économiques. Parmi les partenaires peuvent également figurer les villes, les comtés ou les communes. La mise en œuvre de cette politique permet entre autres de soutenir des espaces de coworking en vue de la réalisation concrète de projets de coopération dans le domaine de la digitalisation. Chaque digital hub peut fournir aux acteurs de l'innovation numérique une infrastructure technique et un espace pour coopérer. Cela peut prendre la forme d'un « espace de coworking » ou d'un « laboratoire d'innovation ». Grâce à cette politique se sont formés entre-temps 10 centres régionaux de digitalisation dans le Land, soutenus à hauteur de 10 millions d'euros par le gouvernement régional (1 million € maximum par centre). Un nouvel appel à projets a été lancé en mars 2022 pour prolonger ce programme (également 10 millions d'euros pour la période 2022-2025). La digitalisation de l'économie régionale représente une priorité affichée par le gouvernement régional (IM, 2017) qui lui a déjà consacré un milliard d'euros au cours de la législature précédente 2016-2021.

Quant au Ministère des affaires rurales et de la protection des consommateurs (MLR) du Land, il voit dans les espaces de coworking un outil potentiel pour promouvoir les secteurs de l'économie culturelle et créative en zone rurale. Il avait commandé une étude scientifique à ce sujet il y a quelques années (Engstler et Mörgenthaler, 2018) qui évoque notamment le rôle de ces branches dans la transformation numérique des territoires.

Le MLR du Bade-Wurtemberg prolonge à cet égard les politiques fédérales en les adaptant au

contexte particulier du Land. Au niveau fédéral, le Ministère fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture (BMEL) est un acteur-clé. Il existe une mission commune de l'État fédéral et des Länder qui permet la promotion des espaces de coworking dans le cadre des politiques de développement de l'espace rural (BMEL, 2021 : 24).

Le champ des programmes de subvention s'avère finalement extrêmement large, dispersé et complexe. Par exemple, l'union fédérale des espaces de coworking en Allemagne ne recense pas moins de 1 500 possibilités de subvention pour les espaces de coworking dans le seul domaine de la digitalisation (Bonin *et al.*, 2022 : 34). Comme déjà constaté pour le Bade-Wurtemberg, la digitalisation est un objectif que l'on retrouve également dans les politiques menées au niveau fédéral. Le Bade-Wurtemberg ne semble pas être le seul Land dont les mesures en faveur des espaces de coworking se caractérisent par leur orientation technologique. Les politiques menées au niveau des Länder ne ciblent pas exclusivement la promotion des espaces de coworking. Elles mettent en avant une approche plutôt globale, en privilégiant la promotion de la digitalisation et des startups, ainsi que de l'espace rural (ibid. : 37), ce qui permet entre autres de soutenir les espaces de coworking.

-4-

Conclusion

Le cas du Land de Bade-Wurtemberg à première vue semble présenter un paradoxe. Disposant d'un environnement institutionnel très riche dont une puissance publique très active, les espaces de coworking ne semblent pourtant pas bénéficier d'un soutien ciblé particulier. Ils sont traités comme un outil mobilisable parmi d'autres dans le cadre de politiques plus larges. Nous constatons pour cette région que l'aspect sociétal du phénomène des tiers-lieux, plus précisément des espaces de coworking, ne fait apparemment pas partie des préoccupations premières des acteurs politiques. Les tiers-lieux arrivent dans le viseur de la puissance publique essentiellement dans le cadre de politiques technologiques, telle que la stratégie de la digitalisation de l'économie régionale, grande priorité transversale affichée par le gouvernement régional, ou encore dans le cadre du développement des industries créatives hors métropole, par exemple. Ainsi, il semble que les institutions orientent les efforts collectifs prioritairement vers ce type d'objectifs et de domaines, en incitant les acteurs à une vision plutôt technologique des choses aux dépens d'une vision plus sociétale.

En outre, nous avons pu constater que les autorités publiques locales se tiennent souvent à l'écart, leur implication concrète restant ponctuelle et leur soutien se limitant généralement à une aide indirecte ou de conseil. Dans le cas de certaines petites communes, les élus locaux montraient même un certain désintérêt vis-à-vis du tiers-lieu local, en focalisant leur attention sur d'autres enjeux politiques perçus comme plus importants pour leur commune.

Enfin, le paysage des subventions que peuvent solliciter les ECW allemands s'avère multiple, fragmenté et peu clair, ne facilitant pas une démarche publique plus directive, cohérente et visible envers les espaces de coworking. Aux programmes organisés par les Länder s'ajoutent ceux de l'État fédéral et de l'Union européenne qui, par ailleurs, sont imbriqués les uns dans les autres et peuvent être combinés de différentes manières.

Dans le cas du Bade-Wurtemberg, l'orientation technologique de l'environnement institutionnel est un fait essentiel qui a conditionné la possibilité des ECW de s'y faire une place.

Les ECW sont assez hétérogènes et même au sein de chacun, certains usagers (parfois particulièrement créatifs) sont à la marge du « système » économique mais d'autres davantage intégrés. Entre ces deux extrêmes existe un continuum où tout dépend de la manière dont les individus construisent personnellement leur activité. Après tout, nous avons vu que les nouvelles créations d'ECW sont généralement liées aux parcours de leurs fondateurs et issues d'initiatives privées. C'est donc sur elles que la puissance publique doit s'appuyer.

Remerciements

Cette communication s'appuie sur des enquêtes de terrain réalisées dans le cadre du projet PERI#WORK. Nous remercions l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) pour son soutien financier (ANR-18-CE22-0010-01). Je tiens à remercier également mes collègues Anne-Laure Peyrou et Guy Baudelle pour leur relecture attentive.

Références bibliographiques

Agulhon M (1966) *La sociabilité méridionale : confréries et associations dans la vie collective en Provence orientale à la fin du XVIIIème siècle.* Aix-en-Provence, la Pensée universitaire.

Ananian P (2019) Quartiers de l'innovation et espaces de coworking : évidences et enjeux de transformation de l'environnement urbain dans les villes nord-américaines. *In :* Krauss G, Tremblay D-G (dir.) *Tiers-lieux – travailler et entreprendre sur les territoires : Espaces de co-working, fab labs, hack labs…* Rennes, PUR et Québec, PUQ : 115-139.

Arvidsson A (2018) Value and virtue in the sharing economy. *The Sociological Review Monographs* 66(2): 289–301.

Baudelle G, Bourdin S, Buron L-T, Marinos C (2021) La Géographie insoupçonnée des tiers-lieux en France. Colloque « Tiers-Lieux, Organisations et Territoires », Caen, 24 mars.

BMEL (Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft) (2021) *Coworking auf dem Land*. Berlin, BMEL.

Bonin H, Eichhorst W, Krause-Pilatus A (2022) *Bedeutung von Coworking Spaces als Dritter Arbeitsort in Deutschland*. Bonn et Berlin, IZA et BMAS.

Burret A (2013) Démocratiser les tiers-lieux. *Multitudes* 52 : 89-97.

Capdeville V, Kerhervé A (eds) (2019) *British Sociability in the Long Eighteenth Century. Challenging the Anglo-French Connection.* Woodbridge, the Boydell Press.

Capdeville V (2019) Club sociability and the emergence of new 'sociable' practices. *In:* Capdeville V, Kerhervé A (eds) (2019) *British Sociability in the Long Eighteenth Century. Challenging the Anglo-French Connection.* Woodbridge, the Boydell Press: 45-68.

Engstler M, Mörgenthaler L (2018) *Kreativwirtschaft im Ländlichen Raum: Kommunikationskonzept und Förderansätze – Situation und Potenziale von Coworking zur Förderung der Kreativwirtschaft im Ländlichen Raum in Baden-Württemberg*. Stuttgart,

Hochschule der Medien.

Gandini A (2015) The rise of coworking spaces: a literature review. *Ephemera* 15(1): 193-205.

Glinoer A, Laisney V (2015) Sociabilité. *In :* Glinoer A, Saint-Amand D (dir.), *Le lexique socius* [en ligne], URL : http://ressources-socius.info/index.php/lexique/21-lexique/165-sociabilite

Grossetti M, Barthe J-F (2008), Dynamiques des réseaux interpersonnels et des organisations dans les créations d'entreprises. *Revue française de sociologie* 49(3) : 585-612.

Heidenreich M, Krauss G (2004) The Baden-Württemberg Production and Innovation Regime: Past Successes and New Challenges. *In:* Cooke, P, Heidenreich M, Braczyk H-J (eds) *Regional Innovation Systems*. London, Routledge: 186-213.

IM (Ministerium für Inneres, Digitalisierung und Migration Baden-Württemberg) (2017) *Digitalisierungsstrategie der Landesregierung Baden-Württemberg*. Stuttgart, IM (digital@bw).

Krauss G (2019a) Les espaces de coworking et les trajectoires sociales de leurs fondateurs et utilisateurs : études de cas dans le sud-ouest de l'Allemagne dans une ville moyenne et dans une petite commune périphérique. *In :* Krauss G, Tremblay D-G (dir.) *Tiers-lieux – travailler et entreprendre sur les territoires : Espaces de co-working, fab labs, hack labs…* Rennes, PUR et Québec, PUQ : 19-39.

Krauss G (2019b) Focus sociologique sur le phénomène des espaces de coworking dans les petites et moyennes villes dans le sud-ouest de l'Allemagne. *BELGEO* [en ligne], URL : https://doi.org/10.4000/belgeo.34245

Krauss G (2016) L'échec dans la culture entrepreneuriale. *Regards croisés sur l'économie* 19 (Entrepreneuriat : l'odyssée des temps modernes ?) : 117-129.

Krauss G (2009) Les jeunes entreprises pionnières face à l'incertitude : la construction sociale de l'échec. *Revue française de socio-économie* 3 : 169-186.

Krauss G (1999) Les problèmes d'adaptation d'une économie régionale forte : changement et inerties en Bade-Wurtemberg. *Revue d'Économie Régionale et Urbaine (RERU)* 1999/2 : 353-376.

Oldenburg R (1989) *The Great Good Place: Cafes, Coffee Shops, Community Centers, Beauty Parlors, General Stores, Bars, Hangouts, and How They Get You Through the Day.* New York, Paragon House.

Scaillerez A, Tremblay D-G (2019) Travailler et collaborer autrement : les espaces de coworking, une approche apparentée aux communautés de pratique. *In :* Krauss G, Tremblay D-G (dir.) *Tiers-lieux – travailler et entreprendre sur les territoires : Espaces de co-working, fab labs, hack labs…* Rennes, PUR et Québec, PUQ : 143-155.

Simmel G (1981) La sociabilité. Exemple de sociologie pure ou formale. *In :* Simmel G *Sociologie et épistémologie*. Paris, PUF : 121-136. [Titre original en allemand : Die Geselligkeit (Beispiel der Reinen oder Formalen Soziologie). *In:* Simmel G (1917) *Grundfragen der Soziologie (Individuum und Gesellschaft).* Berlin, Göschen'sche Verlagshandlung: 48-68.]